

Les services publics : quelques exemples des succès

L'accès universel à l'eau, aux soins de santé, à l'éducation et des services d'assainissement peut briser le cycle de la pauvreté. Au cours des dernières décennies, de nombreux pays en développement ont accompli des progrès extraordinaires. En l'espace d'une génération, ils ont enregistré des avancées dans les domaines de la santé et de l'éducation que les pays industrialisés ont mis 200 ans à réaliser. Ces exemples encourageants démontrent qu'il est possible aux pays pauvres de faire des progrès rapides. N'hésitez pas lors de vos échanges ou de vos présentations à recourir à ces exemples.

Santé reproductive et éducation - Sri Lanka

Plus d'un tiers de la population du Sri Lanka vit avec moins de 2 \$ par jour. Pourtant, les taux de mortalité maternelle dans ce pays sont parmi les plus bas du monde. Au cours des années 1990, **le nombre de décès maternels a diminué de moitié**, passant de 520 à 250 par an, pour une population de 18 millions d'habitants. Aujourd'hui, plus de 96% des accouchements sont suivis par une sage-femme qualifiée et plus de 90% d'entre eux ont lieu dans un centre de santé.

Le pays est parvenu à ces progrès en fournissant des services publics de santé accessibles gratuitement – ce qui est indispensable pour en ouvrir l'accès aux personnes démunies – et en créant un nombre important de centres de soins : presque chaque habitant se trouve aujourd'hui à moins de 1,5 km du centre de santé le plus proche. Ces mesures ont été fortement appuyées par des politiques éducatives qui financent la gratuité de l'éducation pour les filles jusqu'au niveau universitaire, conduisant à une **augmentation de la moyenne d'âge de mariage et du taux d'alphabétisation** des femmes adultes, actuellement de 88%.

Accès à l'éducation - Kenya

Au Kenya, la coalition nationale pour l'éducation, Elimu Yetu (Notre Éducation) a joué un rôle crucial dans la promotion de l'éducation primaire gratuite comme thème électoral, garantissant qu'elle soit introduite en 2002. En janvier 2003, le président nouvellement élu a honoré une des promesses de son programme électoral, à savoir la gratuité de l'éducation primaire. Ainsi **1,2 million d'enfants, dont de nombreuses filles, sont allés à l'école pour la première fois**.

John Nzomo, âgé de 11 ans, fait partie de ces milliers d'enfants qui ont bénéficié de l'engagement du gouvernement kényan en faveur de l'éducation. Lorsque les frais de scolarité étaient obligatoires dans le secteur primaire, John avait dû abandonner ses études qui étaient trop chères pour ses parents.

Gestion durable et équitable de l'eau - Malaisie

En Malaisie, dans l'État de Pulau Penang, la compagnie publique des eaux, PBAPP, parvient à **approvisionner en eau 100% des résidents en milieu urbain et 99% des résidents en milieu rural** (quatre millions de personnes au total). Cet approvisionnement est équitable : la compagnie a fixé un forfait de consommation familiale mensuelle pour les premiers 20 000 litres d'eau, ce qui permet un accès abordable à l'eau potable pour les consommateurs les plus pauvres.

PBAPP est une compagnie nationalisée à responsabilité limitée et elle s'efforce d'allier l'efficacité commerciale aux objectifs sociaux. Elle emploie un personnel qui recherche l'excellence en terme de service public et se hisse aujourd'hui au niveau des meilleurs standards internationaux en matière de gestion qualitative, de respect du consommateur et de prise en compte du développement durable et de l'environnement.

Des cas qui ne sont pas uniques !

Des « percées » en matière de santé et d'éducation ont aussi permis au **Zimbabwe**, au **Botswana**, à l'**île Maurice**, à la **Corée du Sud**, à la **Barbade**, au **Costa Rica**, à **Cuba** et à l'**État de Kerala en Inde** de réduire la mortalité infantile de 40 à 70%, suivant les cas, en l'espace d'une dizaine d'années. Dans tous ces pays, les taux de scolarisation des filles et des garçons approchent les 100%, et cela avec des dizaines d'années d'avance sur d'autres pays en développement.¹

En **Indonésie**, le gouvernement a procédé à une expansion massive de l'éducation publique dans les années 1970 et gère maintenant 150 000 écoles primaires, représentant 85% des enfants scolarisés.

Au début des années 1980, le **Nicaragua** faisait passer l'alphabétisation des adultes de 47 à 87% et l'accès des soins de santé de 25 à 70% de la population, dans le cadre d'un programme majeur d'investissement public entrepris dans le sillage de la révolution sandiniste.

De la même manière, en 1982 une enquête de l'Organisation mondiale de la santé sur les services de santé au **Mozambique**, révélait que 81% des enfants étaient suivis par un travailleur de santé à la suite de l'augmentation massive des centres de santé publique en zone rurale supervisée par le gouvernement du Frelimo (24 ans plus tard, ce chiffre représente toujours une réussite exceptionnelle en Afrique).

Tout récemment, l'**Ouganda** et le **Brsil** ont doublé le nombre de leurs enfants scolarisés. Ils ont diminué le nombre de décès dus au sida et l'accès à l'eau potable et à l'assainissement a été étendu à des millions de personnes.

Comment ces pays y sont-ils parvenu ?

Des gouvernements ont obtenu des résultats **en fournissant des services essentiels universellement disponibles** et qui fonctionnent également pour les femmes et les filles. Ils ont aboli les frais de santé et d'éducation et ont subventionné les services d'eau et d'assainissement. Ils ont réussi à renforcer sur le long terme la capacité de l'État à fournir des services et ont étendu ces services aux zones rurales. Ils ont investi dans les enseignants et les personnels soignants. Et enfin, ils ont renforcé le statut des femmes et leur autonomie en tant qu'usagers et fournisseurs de services.

Source : *Dans l'intérêt du public : Santé, éducation, eau et assainissement pour tous*. Rapport de recherche réalisé par Oxfam International et WaterAid, Oxford, 2006.

¹ Malheureusement, ces progrès ont depuis été sapés au Zimbabwe par la crise économique et politique, et au Botswana par les ravages du VIH/sida.

les services publics
pour tous
combattent la pauvreté



**Une personne peut changer beaucoup de choses.
Imaginons ce que six millions de personnes pourraient faire !**

**AIDEZ OXFAM ET LE SCFP À LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ
ET À DÉFENDRE LES SERVICES PUBLICS**

Pour en savoir plus, visitez www.oxfam.qc.ca et joignez-vous à la campagne Pour tous !



Oxfam SCFP CUPE

oxfam.qc.ca

scfp.qc.ca